

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**
(Tome II : Ouvriers)

Brochure n° 3005-III

Convention collective nationale

IDCC : 2614. – **TRAVAUX PUBLICS**
(Tome III : ETAM)

ACCORD DU 4 DÉCEMBRE 2007
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
POUR L'ANNÉE 2008
(MIDI-PYRÉNÉES)

NOR : *ASET0850075M*
IDCC : *1702, 2614*

Entre :

La fédération régionale des travaux publics de Midi-Pyrénées ;
La fédération Sud-Ouest des SCOP du BTP,

D'une part, et

Le syndicat des salariés de la construction et du bois CFDT ;
Le syndicat CFE-CGC BTP ;
Le syndicat du BTP et ses activités annexes CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Suite à la réunion paritaire du 4 décembre 2007, les montants des indemnités de petits déplacements, applicables pour 2008 dans la région Midi-Pyrénées aux ouvriers des travaux publics, s'établissent comme suit :

Prime de panier : 9,75 €.

Autres :

(En euros.)

ZONE	INDEMNITÉ transport	PRIME TRAJET
1 A (0 à 5 km)	1,35	0,95
1 B (5 à 10 km)	2,75	1,75
2 (10 à 20 km)	5,45	3,60
3 (20 à 30 km)	8,20	4,60
4 (30 à 40 km)	10,90	6,10
5 (40 à 50 km)	13,60	7,80

Article 2

En application de l'article 7.1.9 de la convention collective nationale des ETAM du 12 juillet 2006, les ETAM non sédentaires bénéficient des mêmes conditions que les ouvriers non sédentaires des entreprises de travaux publics des valeurs des indemnités de panier et de transport visées à l'article 1^{er} ci-dessus, sauf accord d'entreprise prévoyant des modalités plus favorables.

Article 3

Un accord d'entreprise ou d'établissement ne pourra déroger dans un sens moins favorable aux dispositions des articles ci-dessus.

Article 4

Le présent accord sera déposé en 2 exemplaires, une version papier et une version électronique, à la direction des relations du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citröen, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de chacun des départements de Midi-Pyrénées.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Article 6

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer conformément à l'article L. 132-9 du code du travail.

Fait à Toulouse, le 4 décembre 2007.

(Suivent les signatures.)